

Politiques migratoires: expériences belges et défis bulgares

Krasteva, Anna

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Krasteva, A. (2008). Politiques migratoires: expériences belges et défis bulgares. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, VIII(1), 91-96. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-51804-4>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Politiques migratoires

Expériences belges et défis bulgares

ANNA KRASTEVA

La migration est une entrée privilégiée dans l'étude des influences car elle permet un passage des perceptions aux liens directs, des échanges symboliques aux échanges concrets. L'émigration est «le vote par les pieds» et exprime le choix des citoyens. L'impact de ce choix est d'autant plus considérable parce que le dernier est à la fois fort – il se fait entre plusieurs alternatives concurrentes, et complexe – un mélange inextricable de dimensions économique, politique, culturelle, existentielle.

Une remarque préliminaire concernant la polysémie des deux références principales:

1. Dans l'étude *Belgique* va renvoyer à deux référents différents:

– empirique: la Belgique comme objet de désirs migratoires;

– analytique: la politique migratoire belge comme instance de comparaison et parfois même comme modèle.

2. *Bruxelles* est utilisée par le discours politique, médiatique et public en Bulgarie comme synonyme de deux aspects politiques bien différents: *belge*, d'un côté; *européen*, d'un autre côté.

La comparaison entre les cas belge et bulgare sera articulée en trois problématiques:

– la migration;

– l'institutionnalisation de la politique migratoire;

– les discours politiques.

Flux migratoires entre la Bulgarie et la Belgique: one way ou réciprocité

L'immigration a une très forte capacité performative et construit son objet comme objet de désir. Comme chaque amour celui-là n'est ni logique, ni symétrique. La Belgique est:

– destination prioritaire pour le trafic d'êtres humains. La Belgique, la France, les Pays Bas sont en tête de la liste de la migration forcée à objectif d'exploitation sexuelle. Un cinquième des prostituées en Belgique est Bulgare, les souteneurs bulgares sont en train de repousser les Albanais de ce «business» à profit comparable au trafic de drogues¹.

– destination secondaire pour l'immigration «classique». L'immigration de travail se dirige surtout vers l'Espagne, l'Italie, la Grèce.

¹ L'analyse du fleurissement du trafic en Europe de l'Est et en Bulgarie en particulier ne fait pas partie de ce bref texte. Il faudrait pourtant souligner que les experts belges s'étonnent que partout en Europe on augmente le nombre d'années en prison pour trafic d'êtres humains, tandis qu'en Bulgarie on le diminue.

– la troisième forme d’immigration – politique, des demandeurs d’asile – se situe entre les deux premiers pôles.

Exactement pour sa position médiane je vais illustrer les liens migratoires entre la Bulgarie et la Belgique à travers les réfugiés. Une autre raison détermine ce choix, celle-là d’ordre théorique et communicationnel. Le premier ouvrage scientifique bulgare sur l’immigration politique – *Les figures de réfugiés*¹ – est le fruit de la coopération entre le CERMES² de la Nouvelle Université Bulgare et l’Université Libre de Bruxelles. Ralitzza Soultanova, une jeune chercheuse belge de citoyenneté bulgare, suit les itinéraires des immigrés bulgares en Belgique. Je vais illustrer l’immigration politique par quelques résultats de son étude³.

S’il y a une figure d’immigration de rêve, c’est celle des PECO pendant le régime communiste: d’abord, parce qu’elle était politique et illustrait mieux que la meilleure propagande la supériorité de l’Ouest; ensuite parce qu’elle était peu nombreuse, donc peu coûteuse. Ses destinations préférées étaient la République fédérale allemande (31%), l’Autriche (29%), suivies avec plus de deux fois moins de demandes d’asile par l’Italie, la France, la Suisse, la Grèce. La Belgique ne vient qu’en septième position⁴.

R. Soultanova distingue trois périodes dans les flux de demandeurs d’asile après la chute du Mur de Berlin. Pendant la première (1989-1993) la Belgique «monte» en cinquième position en recevant 3242 demandes d’asile soit vingt fois moins que l’Allemagne (78 280), mais un peu plus que les États-Unis (3104) et deux fois plus que la France (1637)⁵.

La seconde période (1994-2000) marque l’attractivité croissante de la Belgique qui avec 4874 demandes se range en seconde position juste après l’Allemagne (8322).

La troisième période à partir de 2001 marque des changements dans la liste des destinations: pour la première fois l’Allemagne (1600 demandes) n’est plus en tête au profit de la Suisse (2381), la Belgique est rangée cinquième avec 1112 demandes. Cette dernière période dessine une géographie plus tranchée des différentes formes de migration: l’économique se dirige vers le sud, la politique reste attachée au Nord (Suède, Allemagne, Norvège, Finlande...)⁶.

Le tableau suivant illustre les fluctuations des demandes d’asile de citoyens bulgares en Belgique:

Année	No. de demandes
1994	605
1995	370
1996	605
1997	243
1998	471
1999	887
2000	1694

¹ Anna KRASTEVA (dir), *Figures de réfugiés*, NUB, Sofia, 2006.

² Centre for European Refugees, Migration and Ethnic Studies.

³ Ralitzza SOULTANOVA, «Les Bulgares comme réfugiés», in Anna KRASTEVA (dir), *Figures...cit.*, pp. 151-178.

⁴ *Ibidem*, p. 156.

⁵ *Ibidem*, p. 161.

⁶ *Ibidem*, p.176.

Le pic de 2000 est expliqué par la régularisation massive de nombreux immigrés clandestins. Le nombre de demandes tombe drastiquement après la décision de remplacer les allocations en argent en allocations en nature¹.

La migration de Bulgares en Belgique a une histoire récente, mais intense. Que dire de l'immigration des Belges en Bulgarie? Impensable? Si, car il y a une croissante immigration de l'UE. En tête de la liste des immigrés occidentaux en Bulgarie on trouve l'immigration britannique qui ne cesse de croître et avec un rythme impressionnant – 50% de plus de permis de séjour en 2006 par rapport à l'année précédente! Les Allemands et les Grecs sont parmi les fans les plus assidus du pays, suivis par les Chypriotes et les Italiens². Le nombre de Belges reste très modeste.

L'immigration belge en Bulgarie pour le moment est loin d'être un fait massif, elle reste pourtant un horizon probable.

Institutionnalisation de la politique migratoire: sécurité ou intégration

«L'étatisation et l'institutionnalisation de la politique d'immigration, mais aussi de l'asile structure l'histoire de l'immigration en Belgique», affirme Andrea Rea³. Je dirais que l'étatisation et l'institutionnalisation de la politique d'immigration déstructure l'immigration en Bulgarie. Je vais l'illustrer par un paradoxe.

Le nombre d'immigrés⁴ en Bulgarie est vingt fois supérieur à celui des réfugiés, par contre la structure institutionnelle est assez faible – un Département Migration n'a été créé qu'au Ministère de l'intérieur, les autres comptent sur les doigts d'une main les rares fonctionnaires qui ont des responsabilités concernant l'immigration. Le nombre de réfugiés est assez modeste: 1412⁵, mais le pays a développé une armature institutionnelle impressionnante à la fois par le nombre et le type d'institutions: gouvernementale (Agence gouvernementale pour les réfugiés), internationale (représentant à Sofia du Haut Commissariat des Nations Unies sur les Réfugiés), non gouvernementales (sections pour les réfugiés dans le Comité Helsinki des droits de l'homme, La Croix rouge, Caritas, et d'autres plus petites et plus spécialisées).

On constate donc le paradoxe flagrant de la proportion renversée entre le nombre d'immigrés et le nombre d'institutions.

Andrea Rea lance la formule d'«une immigration sans immigrés»: «comme si on voulait l'immigration sans les immigrés, comme si on voulait le travail immigré, mais pas le travailleur immigré»⁶. «Wanted, but not welcome» exprime cette

¹ *Ibidem*, p.169.

² Rapport sur la situation migratoire en Bulgarie examiné par le Conseil des ministres le 19 juillet 2007.

³ Andrea REA, «Les politiques d'immigration: des politiques ordonnées aux politiques débridées», in B. KHADER, M. MARTINIELLO, A. REA, Ch. TIMMERMAN (eds.), *Penser l'immigration et l'intégration autrement*, Bruylant, Bruxelles, 2006, pp. 177-208/p. 177.

⁴ D'après le dernier rapport du Ministère de l'intérieur du juillet 2007, on a délivré 55 684 permis de séjour permanents et 14 694 permis de séjour de longue durée, d'après l'Agence gouvernementale pour les réfugiés pour la période 1993-2006 le statut de réfugié a été octroyé à 1412 demandeurs d'asile et le statut de défense humanitaire à 3497.

⁵ Dont certains ont déjà quitté la Bulgarie pour d'autres destinations, surtout vers l'Europe occidentale.

⁶ Andrea REA, «Les politiques d'immigration...cit.», p. 205.

attitude paradoxale de l'opinion publique ou l'économique a besoin de l'immigration, qui quant à elle, est rejetée par le politique.

La Bulgarie pourrait être décrite par la formule opposée – immigrés sans immigration. Elle révèle une logique différente: le marché d'emploi ne formule pas encore de demande explicite¹, ce sont les immigrés eux-mêmes qui se créent des niches. Le profil de l'immigré en Bulgarie est bien différent de celui en Belgique: il n'y a pas de chômage parmi les immigrés²; si les immigrés ne sont que rarement embauchés par les Bulgares, ce sont eux qui, par contre, embauchent des Bulgares.

J'ai tracé plusieurs divergences entre l'immigration en Bulgarie et en Belgique, je vais en souligner aussi une profonde similarité.

Le communisme a reconstruit presque à la perfection l'archétype de société fermée. Dans l'esprit de la biopolitique de Michel Foucault la population était construite comme sujet collectif plus facile à être contrôlé, modelé, supervisé. On a réduit au maximum l'émigration, aussi bien que l'immigration (l'État ne laissait pas partir ses propres citoyens). Il était pareillement suspect et vigilant par rapport aux étrangers.

C'est du connu et du dit. Ce qui est moins dit c'est que le postcommunisme est sorti de la fermeture pour entrer dans une autre fermeture, pour adhérer au même type de politique migratoire restrictive, inspiré par le même type de logique sécuritaire.

La Belgique dans le concert d'autres pays occidentaux a déclaré la politique de «migration zéro»: «Sans aucune concertation européenne, l'immigration est arrêtée à la même période, en 1973-74, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et Belgique»³. Si dans les années '70 les raisons de la politique migratoire restrictive étaient surtout économiques, elles sont aujourd'hui principalement sécuritaires. Les PECO sont sortis de l'obsession sécuritaire communiste pour entrer dans l'obsession sécuritaire «démocratique».

Ce n'est pas par hasard que l'institutionnalisation de la politique migratoire en Bulgarie a commencé – et n'a plus avancé – par le Ministère de l'intérieur. Le souci de l'État est de contrôler l'immigration, pas de l'intégrer – aucune agence gouvernementale n'est chargée de l'intégration des immigrés⁴. L'accent est mis sur les frontières, pas sur la société; sur les entrées, pas sur le vivre-ensemble; sur la sécurité, pas sur l'intégration.

Discours politique ou la construction de nouveaux boucs émissaires

Les études montrent que le discours politique en Belgique associe l'immigration avec quatre types de menaces. La première concerne le travail et le modèle

¹ Des déclarations du type «le tourisme a besoin de main de d'œuvre, on va importer des Vietnamiens» commencent à être lancées, mais elles restent encore au niveau discursif.

² Le chômage est typique pour les demandeurs d'asile et les réfugiés.

³ Andrea REA, «Les politiques d'immigration...cit.», p. 192.

⁴ Un groupe de travail est créé au Ministère du travail et de la politique sociale dans l'objectif de préparer un programme d'intégration des immigrés, il n'a aucune visibilité publique, ne lance aucun débat sur le sujet.

social: «Soit les immigrés abusent des droits sociaux, s'ils ne travaillent pas, soit ils les mettent en péril en acceptant un emploi précaire»¹. En second lieu l'identité nationale est présentée comme menacée par la diversité culturelle. On découvre les échos de la célèbre phrase de M. Thatcher qui avait proclamé: «Le nouvel ennemi, c'est l'Islam». La troisième menace est celle de la mise en péril de l'ordre public: les immigrés sont présentés comme un groupe criminogène, producteur de petite délinquance et de criminalité organisée. La quatrième menace est liée à la sécurité: l'immigré est perçu comme un ennemi intérieur: jadis un activiste politique, aujourd'hui un terroriste².

«L'efficacité de la figure de l'immigré-menaçant se double des associations qui s'opèrent dans les discours entre les différents dangers. L'immigré peut être un individu qui mettrait en péril le modèle social européen, la civilisation européenne, l'ordre public et l'ordre des nations»³.

Le discours politique belge⁴ n'est qu'exceptionnellement cité par son homologue bulgare. Il est donc d'autant plus surprenant de constater plusieurs similarités entre les deux.

Le changement radical qui caractérise le discours postcommuniste bulgare est la construction d'une nouvelle figure de l'ennemi: jadis c'était une figure sociale et politique (koulak ou bourgeois), aujourd'hui la figure est ethnique – le Rom. Le discours belge sur l'immigration est équivalent au discours bulgare sur les Roms.

La seconde particularité n'est spécifique qu'au discours bulgare sur l'immigration: c'est un discours sans référent, un signifiant sans signifié. Un petit exemple pour illustrer: au maire de Sofia, un leader charismatique et personnage politique le plus populaire dans le pays on pose la question sur l'incapacité de la mairie à gérer le ramassage des ordures. Il répond sans aucun lien avec la question: «Combien de temps va-t-on attendre pour que les Vietnamiens apprennent le bulgare pour nous lire le menu?». On se croirait dans un monde kafkaïen ayant rompu tout lien entre mots et réalités. Il n'y a pas de Vietnamiens dans les restaurants bulgares, plus important encore, il n'y a pas d'immigration problématique dans le pays.

Ce paradoxe nous emmène à la troisième particularité: la politique-spectacle et la politique-scandale ne décrit pas les réalités, mais les construit. Sartre avait expliqué le mécanisme: Si le Juif n'existait pas, l'antisémite l'aurait inventé.

Le discours politique émergent sur l'immigration en Bulgarie se construit par imitation: son inspiration vient des 10-20% des votes que les partis d'extrême droite occidentaux collectent aux élections. La prédilection de ce discours sont encore les minorités – Turque et Rom, mais il est tout à fait prévisible qu'il va bientôt construire de nouveaux boucs émissaires – les immigrés.

¹ B. KHADER et al, «Introduction», in B. KHADER, M. MARTINIELLO, A. REA, Ch. TIMMERMAN (eds.), *Penser l'immigration...cit.*, p. 2.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*, p. 3.

⁴ Il n'y a pas en réalité un discours politique belge, mais une très forte fédéralisation des discours politiques, le discours flamand étant le plus sensible à la question migratoire (J. BLOMMAERT, «Le discours politique relatif aux minorités», in B. KHADER, M. MARTINIELLO, A. REA, Ch. TIMMERMAN (eds.), *Penser l'immigration...cit.*, pp. 210-218.

*Conclusion:
les leçons (non) apprises*

La conclusion des liens entre la Belgique et la Bulgarie dans la sphère migratoire sont plutôt pessimistes:

– la Belgique reste une destination favorite pour le trafic – l’immigration contribue plus à la criminalité qu’au travail;

– l’extrême droite en Belgique est une de celle qui inspire les opportunistes politiques en Bulgarie sur le «comment instrumentaliser l’immigration»;

– le modèle belge de recherche des migrations – caractère interdisciplinaire, octroi de fonds considérables à la fois privés et publics¹, coopération interuniversitaire – est loin d’être repris par les instances responsables de la recherche en Bulgarie.

Pour tempérer la conclusion qu’il n’y a que les mauvaises leçons qui sont apprises tandis que les bonnes pratiques ne sont ni comprises, ni appliquées, je finirai par deux notes plus optimistes.

L’adhésion européenne de la Bulgarie va petit à petit polir son image et contribuer à attirer une migration belge. Plus important encore, le vivre ensemble dans l’espace européen va modifier le type même de migration qui sera moins installation définitive que mobilité. Et mobilité rime avec échange, réciprocité, dialogue.

¹ Dont une des réalisations impressionnantes est le livre cité *Penser l’immigration...cit.*